

Cote du document: REPL.VIII/3/INF.4  
Date: 1<sup>er</sup> août 2008  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Discours de clôture du président**

Consultation sur la huitième reconstitution  
des ressources du FIDA — Troisième session  
Rome, 8-9 juillet 2008

---

Pour: **Information**



Mesdames et Messieurs les délégués,

La troisième session de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA VIII) est maintenant achevée, et je voudrais résumer brièvement la teneur des deux jours de délibérations approfondies et productives que nous venons d'avoir.

Les membres de la Consultation ont exprimé leur sincère gratitude au Gouvernement italien pour avoir, par le nouveau siège du FIDA, manifesté une fois de plus son généreux et inlassable appui à l'Organisation.

La Consultation a remercié le Gouvernement japonais de la solide impulsion qu'il a donnée au Groupe des Huit et a vivement apprécié l'engagement pris par le G-8 d'inverser "la diminution générale de l'aide et des investissements dans le secteur agricole... l'accent étant mis plus particulièrement sur les petites exploitations agricoles et la croissance rurale solidaire". La Consultation a spécialement relevé l'encouragement apporté par les dirigeants du G-8 aux efforts déployés par les institutions financières internationales, y compris les banques de développement et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

La session a débuté par un exposé des mesures à court terme prises sur le vif par le FIDA pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires en reprogrammant jusqu'à 200 millions d'USD alloués aux programmes existants de prêts, comme décrit dans le document élaboré par le Fonds à ce sujet (REPL.VIII/3/R.4). La Consultation a pris note de ce que, conformément à son mandat, le Fonds participe activement à l'intervention coordonnée et globale mise sur pied à l'échelle internationale pour faire face à la crise alimentaire, par exemple dans le contexte de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire créée par le Secrétaire général de l'ONU. D'une manière générale, ce document a été bien accueilli par les membres de la Consultation. Ces derniers ont reconnu qu'étant donné les circonstances, le FIDA était appelé à jouer un rôle important pour améliorer la productivité et accroître la production des petits agriculteurs, ce qui aurait pour effet de promouvoir la sécurité alimentaire, de réduire la pauvreté rurale, d'aider à mettre fin à la réapparition constante de crises alimentaires et d'atténuer leur impact sur les pauvres. Les délégués ont demandé un complément d'information au sujet des approches et modalités mises au point par le FIDA pour relever ce défi à long terme.

Les membres de la Consultation ont alors pris part à une présentation fondée sur le document concernant les priorités du programme pour la période couverte par la huitième reconstitution (REPL.VIII/3/R.7) sur la base d'un volume d'opérations sous forme de prêts et de dons de 3,3 milliards d'USD, qui complétait le document intitulé "Des résultats pour surmonter le défi: FIDA 2010-2012", soumis à la Consultation à sa session d'avril. Cette présentation, qui avait pour toile de fond l'évolution rapide de la conjoncture mondiale, a porté sur les caractéristiques des futurs prêts et dons du FIDA, les changements apportés aux priorités opérationnelles du Fonds, l'impact sur le nombre et l'envergure des projets et la capacité du FIDA d'élargir ses opérations tout en améliorant constamment la qualité des résultats obtenus. À la lumière de la nécessité d'institutionnaliser les réformes, les membres ont demandé un complément d'information sur la façon dont le FIDA envisageait d'atteindre le taux considérable d'accroissement proposé dans son programme de travail.

En outre, les membres de la Consultation se sont félicités de deux rapports présentés oralement: *Nouveau modèle opérationnel du FIDA* et *Réforme des ressources humaines: une stratégie du FIDA pour la gestion des personnes*.

Le Plan d'action du FIDA pour améliorer son efficacité en matière de développement – élaboré à la suite des recommandations issues de l'Évaluation externe indépendante – a débouché sur un nouveau modèle opérationnel reposant sur des outils et processus organisationnels tendant à améliorer les résultats obtenus par le FIDA au niveau des pays. Les délégations du Canada, de la Norvège et des Pays-Bas ont fait connaître les résultats préliminaires de leur évaluation indépendante des progrès accomplis par le FIDA

sur la voie de la mise en œuvre du Plan d'action. Les membres ont accueilli favorablement les conclusions de l'évaluation, dont il ressort que le nouveau modèle opérationnel et le processus de concertation mené par le FIDA au niveau des pays constituent les domaines dans lesquels l'application du Plan d'action est la plus avancée et a donné les meilleurs résultats. Tout en prenant acte des progrès accomplis, les membres ont instamment engagé le FIDA à consolider les réformes entreprises et à continuer de centrer son attention sur les domaines qui doivent retenir davantage l'attention, en particulier les ressources humaines.

À ce propos, les membres ont souligné que le thème de la *Réforme des ressources humaines: une stratégie du FIDA pour la gestion des personnes* constituait un élément important du programme de réformes du FIDA. Ils ont pris note des résultats obtenus jusqu'à présent et ont encouragé le FIDA à faire preuve de hardiesse et à agir rapidement. Relevant l'importance de la diversité en termes de représentation des hommes et des femmes comme de représentation géographique, plusieurs délégués ont souligné qu'il importait de suivre ces aspects du personnel du FIDA.

Le document intitulé "Résultats obtenus au titre de FIDA VII et indications relatives à la mesure des résultats dans le cadre de FIDA VIII (REPL.VIII/3/R.2) décrivait le système de mesure des résultats du FIDA, examinait les résultats obtenus à quatre niveaux spécifiques au titre de FIDA VII et exposait l'approche qu'il était proposé de suivre pour renforcer le système de mesure des résultats en 2010-2012. L'approche générale proposée, y compris le cadre de mesure des résultats à quatre niveaux, a été unanimement appuyée. Le Cadre de mesure des résultats sera revu à la lumière des observations reçues puis présenté – avec des projets d'indicateurs et, lorsqu'il y a lieu, des projets d'objectifs – dans le rapport de la Consultation. La version finale du Cadre de mesure des résultats, reflétant les nouveaux résultats obtenus ou l'expérience qui aura été acquise alors, sera soumise à l'approbation du Conseil d'administration en septembre 2009, avant le début de la période couverte par la huitième reconstitution. Les membres ont souligné la nécessité de mettre au point des indicateurs simples, mesurables et globaux qui soient utiles pour la direction du FIDA mais auxquels puissent avoir accès les parties prenantes de l'extérieur pour leur permettre de mieux comprendre l'impact des activités du FIDA au niveau mondial et national et à celui de l'organisation. Les membres ont approuvé la proposition tendant à ce qu'il soit rendu compte du système de mesure des résultats du FIDA dans le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement.

La Consultation a examiné le document concernant l'approche du FIDA en matière de durabilité (REPL.VIII/3/R.3), qui passait en revue la performance du FIDA en ce qui concerne la durabilité de ses projets et exposait les mesures spécifiques adoptées par le FIDA pour améliorer cette durabilité. D'une manière générale, les membres de la Consultation ont approuvé l'approche reflétée dans ce document, tout en relevant que l'objectif fixé dans le Plan d'action en matière de durabilité était extrêmement ambitieux.

Étant donné l'importance que revêt l'implication des pays si l'on veut que les efforts de développement aient des résultats durables, les membres de la Consultation ont demandé au FIDA d'élaborer un document distinct concernant son approche en matière d'appropriation par les pays. Ce document sera soumis à la Consultation à sa session d'octobre.

La Consultation a examiné le programme de travail et les ressources requises pour la période couverte par la huitième reconstitution (REPL.VIII/3/R.5). Les membres ont posé un certain nombre de questions concernant la structure financière du FIDA, y compris le pouvoir d'engagement anticipé (PEA). Ils ont demandé qu'il soit organisé une réunion technique concernant les aspects financiers. Cette réunion aura lieu avant la session d'octobre.

La Consultation a passé en revue le canevas provisoire du rapport de la Consultation (REPL.VIII/3/R.6) et les membres ont formulé un certain nombre d'observations,

lesquelles seront reflétées dans le projet de rapport de la Consultation qui lui sera présenté à sa session d'octobre.

La quatrième session de la Consultation aura lieu à Rome les 21 et 22 octobre 2008. Comme lors des sessions antérieures, une note d'information concernant les arrangements pris en vue de cette session sera adressée aux participants en temps utile.

Je tiens, en conclusion, à vous remercier tous de votre participation active et constructive.